



FONDS D'APPUI AUX ENTREPRISES COMMUNAUTAIRES AUTOCHTONES DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Avis de confidentialité

La collecte, l'utilisation et la divulgation d'informations personnelles par le Programme des Terres et Développement Économique est autorisé en vertu de la [Loi sur les Indiens](https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/i-5/) (https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/i-5/) et de la [Loi sur le ministère des Services aux Autochtones](https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/l-7.88/index.html) (https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/l-7.88/index.html), conformément aux exigences de la [Loi sur la protection des renseignements personnels](https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-21/index.html) (https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-21/index.html). Les informations recueillies seront utilisées exclusivement dans le but d'administrer le Fond d'appui aux entreprises communautaires autochtones. Vos informations personnelles sont requises pour votre participation au programme et seront conservées conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et ses Règlements. Les particuliers ont le droit de bénéficier de la protection, de l'accès et de la correction de leurs informations personnelles en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Si vous avez besoin de précisions concernant l'avis de confidentialité, veuillez communiquer avec le Bureau ministériel de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels au 1-819-997-8277 ou par courriel à l'adresse suivante [aadnc.upvp-ppu.aandc@canada.ca](mailto:aandc.upvp-ppu.aandc@canada.ca). Pour plus d'informations sur les questions de protection de la vie privée, vos droits pour le dépôt d'une plainte et au sujet de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, veuillez communiquer avec le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada au 1-800-282-1376.

• Conformément à la politique intérimaire sur la protection de la vie privée du 22 juin 2020 et aux directives relatives à l'administration de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, Services aux Autochtones Canada élaborera et publiera par la suite la banque de données personnelles spécifique au programme associé.

► **Tous les champs sont obligatoires. Pour toute question ou aide supplémentaire, consultez les instructions.**

Renseignements sur le demandeur

Nom de la Première Nation, communauté Inuit, ou collectivité métisse		Nom légal de l'entreprise		Nom commercial	
Genre d'entreprise (p. ex. société en nom collectif, société par actions)	<input type="checkbox"/> Demandeur est une filiale	► Si sélectionné, indiquer le nom de l'entité mère ci-dessous.			
	Nom	Ville	Province		
Pourcentage de l'entreprise détenu et contrôlé par des Autochtones			Numéro d'entreprise de l'Agence du revenu du Canada (s'il y a lieu)		

Bref historique de l'entreprise, y compris ses propriétaires, ses dirigeants et ses principaux produits et/ou services (maximum 1 500 caractères; ce champ s'agrandit)

Emplacement du demandeur (numéro/rue/app./case postale)		Ville	Province	Code postal
<input type="checkbox"/> L'emplacement du demandeur correspond au siège social de l'entreprise. Si non, fournir l'adresse du siège social ci-dessous.				
Adresse du siège social (numéro/rue/app./case postale)		Ville	Province	Code postal
<input type="checkbox"/> L'adresse postale du demandeur correspond à l'emplacement du demandeur. Si non, fournir l'adresse postale ci-dessous.				
Adresse postale (numéro/rue/app./case postale)		Ville	Province	Code postal
Site Web	Langue de correspondance		Exercice financier de l'entreprise	
	<input type="radio"/> Français	<input type="radio"/> Anglais	Date de début (AAAAMJJ)	Date de fin (AAAAMJJ)

Personne autorisée à agir au nom de l'entreprise

Nom de famille	Prénom	Titre
Numéro de téléphone	Poste	Adresse courriel



Personne-ressource de l'entreprise pour les questions financières

Nom de famille	Prénom	Titre
Numéro de téléphone	Poste	Adresse courriel

Financement demandé

Montant de l'aide financière demandée

Appui en réponse à la COVID-19

L'organisme a demandé ou reçu une mesure d'aide financière fédérale récente liée à la COVID-19? Oui Non ► Si oui, remplir le tableau ci-dessous.

Nom du programme	Demande présentée	État	Somme approuvée
	<input type="checkbox"/>		
	<input type="checkbox"/>		
	<input type="checkbox"/>		
	<input type="checkbox"/>		
	<input type="checkbox"/>		
	<input type="checkbox"/>		
	<input type="checkbox"/>		
	<input type="checkbox"/>		
	<input type="checkbox"/>		

Quantification de l'impact

Description des difficultés rencontrées par l'entreprise en raison des effets de la COVID-19 (maximum 1 500 caractères; ce champ s'agrandit)

Nombre d'emplois touchés au sein de l'entreprise

Genre de travail	Femme Autochtone	Homme Autochtone	Autre Autochtone	Femme Non-Autochtone	Homme Non-Autochtone	Autre Non-Autochtone

L'entreprise est-elle dans l'impossibilité d'accéder à des marges de crédit d'exploitation ou des facilités de crédit suffisantes auprès d'une banque ou d'un prêteur commercial existant? Oui Non

Si oui, détailler les difficultés financières rencontrées par l'entreprise, y compris l'incapacité d'obtenir du crédit auprès d'autres institutions et les motifs pour lesquels celui-ci n'a pu être obtenu (maximum 1 500 caractères; ce champ s'agrandit)



Décrire les dépenses auxquelles le soutien financier serait appliqué et préciser les principales activités et les objectifs du financement (maximum 1 500 caractères; ce champ s'agrandit)

Résultats

Estimer le nombre d'emplois qui seront maintenus dans l'entreprise grâce à ce financement

Genre de travail	Femme Autochtone	Homme Autochtone	Autre Autochtone	Femme Non-Autochtone	Homme Non-Autochtone	Autre Non-Autochtone

Documents complémentaires

Joindre les documents suivants à la demande, s'il y a lieu :

- État financier provisoire le plus récent (bilan financier et état de profits et pertes)
- Documents de constitution en société

► Il est possible de joindre d'autres renseignements pour étayer la demande, mais ces renseignements ne pourront servir de substitution aux réponses aux questions du formulaire.

► Le fait de ne pas fournir tous les documents requis pourrait entraîner des retards dans le processus d'approbation.

Documents à l'appui (si nécessaire)

Titre	Mode de transmission

Certification

Au nom du demandeur, je reconnais et atteste par la présente que :

- a) j'ai lu et je comprends la présente demande d'aide et je fournirai tous les renseignements demandés la concernant. Je comprends que toute demande incomplète ne pourra être traitée aisément et pourrait être jugée non recevable;
- b) j'ai l'autorisation de soumettre la présente demande d'aide au nom du demandeur;
- c) les renseignements fournis dans la présente sont exhaustifs, authentiques et exacts. Je fais cette attestation sachant qu'une déclaration fautive ou une présentation de renseignements trompeurs pourrait avoir pour conséquence que le ou la ministre exerce un recours s'offrant à lui ou à elle en vertu de la loi;
- d) tous les autres renseignements qui pourraient être présentés dans l'avenir concernant les activités seront également exhaustifs, authentiques et exacts.
- e) les renseignements concernant le financement reçu dans le cadre d'autres mesures ou programmes d'aide du gouvernement fédéral en réponse à la COVID-19 sont présentés avec exactitude dans le présent formulaire.
- f) les montants des recettes et des charges d'exploitation fixes inscrits dans le présent formulaire sont exacts.

Nom de la personne autorisée à signer pour la Première Nation, communauté Inuit, ou collectivité métisse	Titre	Date (AAAAMMJJ)
--	-------	-----------------



FONDS D'APPUI AUX ENTREPRISES COMMUNAUTAIRES AUTOCHTONES ATTESTATION

Les entreprises, communautés et collectivités, demandant du financement au Fonds d'appui aux entreprises communautaires autochtones (FAECA) doivent attester de ce qui suit et soumettre cette attestation signée avec la demande de financement.

Par la présente, j'atteste, déclare et garantis ce qui suit :

1. Le demandeur exploite une entreprise dont le siège social est situé dans une province du Canada.
2. L'entreprise du demandeur est en activité au moins depuis le 1er octobre 2019.
3. L'entreprise était solvable, viable et n'a pas déclaré faillite avant la crise de la COVID-19.
4. L'entreprise du demandeur est une personne morale ou une société en commandite qui est détenue et contrôlée à 51 % ou plus par un ou des Autochtones.
5. Le demandeur prévoit poursuivre ou reprendre les activités de l'entreprise.
6. L'entreprise fonctionne actuellement et prévoit continuer de fonctionner à perte (c'est-à-dire d'engager des dépenses courantes plus élevées que les revenus entrants) en raison de la COVID-19.
7. Les activités et les coûts connexes pour lesquels on demande du financement dans le cadre du FAECA sont conformes aux critères du volet 2 des lignes directrices du FAECA.
8. Soit le demandeur a présenté une demande de soutien général fédéral qui a été refusée, en tout ou en partie, ou ne se qualifie pas sous les critères du soutien général fédéral. Ceci peut inclure des demandes à un ou plusieurs programmes fédéraux, en fonction du type d'appui demandé, y compris, sans s'y limiter :
 - Programme de crédit aux entreprises (PCE)
 - Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC)
 - Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC)
 - Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC)
 - Fonds d'aide et de relance régionale (FARR)
 - Crédit d'urgence pour les grands employeurs (CUGE)
 - Autres programmes de soutien fédéraux ciblant les entreprises
9. Le soussigné a le pouvoir de signer au nom de l'entreprise et atteste que tous les renseignements fournis dans la présente demande sont véridiques et aussi précis que possible compte tenu de l'information actuellement disponible. Le demandeur comprend qu'à des fins de contrôle de l'exactitude des renseignements, ceux-ci peuvent faire l'objet d'une vérification.

Nom du représentant désigné de l'entreprise	Titre
Signature	Date (AAAAMMJJ)